

ETUDE XLIII, Doc. 34  
U.D.P. 1972

UNIDROIT  
INSTITUT INTERNATIONAL POUR L'UNIFICATION  
DU DROIT PRIVE  
*INTERNATIONAL INSTITUTE FOR THE UNIFICATION  
OF PRIVATE LAW*

**PROJET DE CONVENTION**  
**portant loi uniforme sur la forme du**  
**testament international**  
Texte arrêté par le Comité d'experts gouvernementaux  
réuni par UNIDROIT  
avec  
**RAPPORT EXPLICATIF**

**DRAFT CONVENTION**  
***providing a Uniform Law on the Form***  
***of the International Will***  
*Text established by the Committee of Governmental Experts,*  
*convened by UNIDROIT*  
*with*  
***EXPLANATORY REPORT***

Rome -- Mars 1972  
*Rome - March, 1972*



## TABLE DES MATIERES

## CONTENTS

	<i>Page</i>
<b>AVANT-PROPOS</b>	4
<b>FOREWORD</b>	5
Projet de Convention portant loi uniforme sur la forme du testament international . . . . .	13
<i>Draft Convention providing a uniform law on the form of the international will</i>	13
Annexe . . . . .	22
<i>Annex</i> . . . . .	23
Rapport . . . . .	27
<i>Report</i> . . . . .	27
I <sup>ère</sup> Partie. — Le Projet de loi uniforme sur la forme du testament international . . . . .	28
<i>Part I.</i> — <i>The Draft uniform law on the form of the international will</i> . . . . .	29
II <sup>ème</sup> Partie. — Le Projet de Convention internationale portant loi uniforme sur la forme du testament international . . . . .	40
<i>Part II.</i> — <i>The Draft International Convention providing a uniform law on the form of the international will</i> . . . . .	41

## A V A N T - P R O P O S

Les successions testamentaires sont réglées, dans les différents droits, de manière très variée, de sorte que cette matière, à première vue, semble devoir être particulièrement rebelle à toute tentative d'unification du droit, portant sur le fond même des règles juridiques.

A bien considérer les choses, toutefois, la vanité des efforts possibles d'unification cesse d'être évidente. Si les droits nationaux, en effet, divergent en notre matière sur presque tous les points, le caractère de cette divergence n'est pas toujours le même. La variété des règles, touchant la capacité nécessaire pour téster, ou relatives à la mesure dans laquelle le *de cuius* peut écarter de sa succession ses héritiers légitimes, est en rapport avec la conception même que l'on a de la famille et de la propriété; elle présente dès lors un caractère fondamental et, sous réserve d'un changement dans les idées, elle est irréductible. La variété des formes du testament, en revanche, ne présente pas le même caractère. Il n'est, pour s'en convaincre, que de considérer deux choses. La première est que les droits nationaux, le plus souvent, connaissent plusieurs formes de testaments, et que ces formes diverses sont sans rapport, en général, ni avec la question de capacité du testateur ni avec la protection des héritiers légitimes; les formes de tester sont admises sur un pied d'égalité; celui qui a la capacité de tester peut indifféremment avoir recours, en règle générale (1), à l'une ou l'autre de ces formes. D'autre part, c'est notre seconde remarque, les règles de conflit, admises ici et là, acceptent avec un grand libéralisme que l'on puisse faire un testament valable en recourant aux formes admises par une loi étrangère. Sous réserve d'une exception bien connue — la non-reconnaissance aux Pays-Bas du testament olographe fait à l'étranger par une personne de qui la capacité est régie par la loi néerlandaise — la règle *locus regit actum* a été admise sans objection ni réserve. Une Convention sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires, conclue le 5 octobre 1961 à La Haye (2), admet à son Article 1<sup>er</sup>, avec un libéralisme extrême, que le testateur puisse faire son testament selon la loi du lieu où il dispose, ou selon la loi de l'Etat dont il a la nationalité lors de la conféc-tion du testament ou lors de son décès, ou selon la loi de l'Etat où il est domicilié

---

(1) Une exception est constituée par l'Autriche: un âge différent est requis pour faire un testament olographe ou un testament public.

(2) A la date du 30 septembre 1971, cette Convention était en vigueur entre 13 Etats: Afrique du Sud, Allemagne (République Fédérale), Autriche, Botswana, France, Ile Maurice, Irlande, Japon, Pologne, Royaume-Uni, Souaziland, Suisse et Yougoslavie.

En outre, 9 Etats l'avaient signée sans l'avoir encore ratifiée: Belgique, Danemark, Finlande, Grèce, Italie, Luxembourg, Norvège, Portugal, Suède.

## FOR E WORD

Testamentary succession is very variously regulated in different systems of law, so much so that at first sight this subject would seem to be particularly unsuitable for any attempt to unify the law governing the very basis of the legal rules.

After due consideration, however, the unsuitability of possible moves towards unification ceases to be obvious. If national systems of law on this subject in effect differ on nearly all points, the nature of this difference is not always the same. The variety of the rules governing the necessary capacity to make a will, or relating to the extent to which the *de cuius* may leave out of the succession his legitimate heirs, is linked with the very conception that is held of the family and of property; this then is a matter which is fundamental, and, subject only to a change in the climate of opinion, will not be altered. On the other hand, the diversity of forms of will does not present the same characteristic. To be convinced of this, one has only to consider two matters. The first is that national systems of law, more often than not, have many forms of will, and these different forms, as a general rule, have no relation to the capacity of the testator nor to the protection of legitimate heirs; all forms of will-making are permitted on an equal basis; whoever has the capacity to make a will may, at choice, resort as a general rule (1) to any one or other of these forms. Moreover, and this is our second point, rules of conflict, admitted in different places, permit with great liberality a valid will to be made by recourse to forms permitted by some foreign law. With the well-known exception that in Holland a holograph will made abroad by a person whose capacity is governed by Dutch law, will not be recognized, the rule *locus regit actum* has been admitted without objection or reservation. The Convention on the Conflict of Laws relating to the form of testamentary dispositions concluded at The Hague on the 5<sup>th</sup> October 1961 (2), by Article 1, admits with extreme liberality that a testator may make his will according to the law of the place where he makes the will, or according to the law of the State of which he is a national, at the time of the making of the will or at his death, or according to the law of the State where he is domiciled or has his habitual residence

---

(\*) Translation by Professor B. A. WORTLEY, President of the Committee of Experts.

(1) An exception is found in Austrian law: a different age is required to make a holograph will or a public will.

(2) As at the 30<sup>th</sup> September, 1971, this Convention had entered into force among 13 States: Austria, Botswana, France, German Federal Republic, Ireland, Japan, Mauritius, Poland, South Africa, Swaziland, Switzerland, The United Kingdom, Yugoslavia.

Nine further States had signed but not yet ratified it: Belgium, Denmark, Finland, Greece, Italy, Luxembourg, Norway, Portugal, Sweden.

ou a sa résidence habituelle lors de la confection du testament ou lors de son décès, ou encore, lorsqu'il s'agit d'immeubles, selon la loi de l'Etat où sont situés ces immeubles. La Convention n'envisage pas moins de sept ou huit lois, ainsi, pour permettre au testateur d'employer les formes testamentaires par elles admises.

Ces circonstances ont conduit le Conseil de direction d'UNIDROIT en 1960, à se demander si un nouveau progrès ne pouvait pas être réalisé, au-delà des dispositions finalement convenues à la Haye en 1961. Puisque l'on admet avec tant de facilité le recours à des formes testamentaires si diverses, ne pourrait-on, franchissant un nouveau pas, s'entendre sur une certaine forme du testament, qu'admettrait la loi interne de tous les pays? L'avantage serait évident: lorsque le testateur aurait fait son testament dans cette forme, les questions que pose actuellement aux juges la détermination du contenu de la loi étrangère seraient éliminées; le juge saurait que le testament, valable en la forme selon son droit national, est également valable en la forme selon le droit national (*lex loci actus*, ou loi du domicile ou de la résidence habituelle ou de la nationalité du testateur) qu'il peut avoir à appliquer. Il en serait ainsi, à tout le moins, lorsque ce droit national serait celui d'un Etat ayant adopté la loi uniforme sur la forme des testaments.

L'existence d'une forme de « testament international » reconnue et pratiquée dans des Etats différents est en outre de nature à rassurer les testateurs qui, soit parce qu'ils se trouvent en pays étranger, soit parce qu'ils possèdent des biens dans différents pays, peuvent hésiter ou s'inquiéter au sujet de la forme dans laquelle ils doivent tester. Les avantages juridiques se doublent donc d'avantages psychologiques certains, et d'avantages pratiques, tels que la faculté offerte de tester dans la langue de son choix – c'est à dire la plus souvent dans sa propre langue, même en pays étranger. Enfin, le fait que le système retenu par le projet a emprunté des éléments aux formes existant dans des pays divers permettra à chacun de reconnaître dans le testament international quelques éléments qui lui sont familiers.

Le « Projet de Convention portant loi uniforme sur la forme du testament international » a été élaboré en deux temps successifs.

Un premier Comité d'experts a été constitué en 1961 par le Conseil de Direction d'UNIDROIT (3). Il a élaboré un premier projet de convention (4) qui fut approuvé par le Conseil de Direction en 1966 et transmis ensuite pour observations aux Gouvernements des Etats membres d'UNIDROIT ainsi qu'aux organisations intéressées. M. René David, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, avait rédigé pour ce premier projet un rapport explicatif qui, avec la permission de son auteur, a été largement utilisé par le Secrétariat d'UNIDROIT pour le rapport ci-après.

Pour tenir compte des remarques présentées par les Gouvernements, un Comité d'experts gouvernementaux a été convoqué par UNIDROIT en 1971. Dix-neuf Etats s'y sont fait représenter et trois organisations internationales y ont délégué des observateurs (5).

Ce Comité a apporté un certain nombre de modifications au projet initial et s'est accordé sur le texte présenté ci-après.

(3) Voir p. 8 la composition du Comité.

(4) U.D.P. 1966, Et. XLIII, Doc. 30 et dans l'Annuaire pour 1966, p. 126 à 155.

(5) Voir p. 10-11 la composition du Comité.

at the time the will is made or at his death, or again when it concerns immovables according to the law of the State where those immovables are situated. The Convention thus includes not less than seven or eight systems of law permitting the testator to use the forms of will admitted by them.

These circumstances led the Governing Council of the Institute, in 1960, to consider if further progress might not be realised, going beyond the provisions finally agreed on at The Hague in 1961. Seeing that the facility of having recourse to such diverse forms of will is admitted so easily, might it not be possible, by taking a further step, to agree on a definite form of will which the internal law of every country might accept? The benefit is obvious: if a testator makes his will in this form, questions which now fall to the judge to settle on the content of foreign law would be eliminated; the judge would know that a will, formally valid according to his national law, would be equally valid in form according to the national law (*lex loci actus*, or law of the domicile or of the habitual residence or of the nationality of the testator) that he may have to apply. It would be the same at least when the national law was that of a State which had adopted the uniform law on the form of wills.

The existence of a form of international will that is recognised and used in different states is likely, furthermore, to give reassurance to testators who, whether on account of being in a foreign country or because they possess assets in different countries, may hesitate or be uneasy as to the form in which they have to make their wills. The legal advantages are, therefore, enhanced twofold by certain psychological advantages, as well as such practical advantages as the option that it throws open to make one's will in the language of one's choice, i.e., more often than not, in one's own language, even when one is in a foreign country. Finally, the fact that the system kept by the Draft has borrowed items from forms as they now exist in various countries will enable everyone to recognise in the international will some items with which they are already familiar.

The "Draft Convention providing a uniform law on the form of the International Will" was drawn up on two successive occasions.

The first Committee of Experts was set up in 1961 by the Governing Council of UNIDROIT (3). It drew up a first Draft Convention (4) which was approved by the Governing Council in 1966 and then sent to the Governments of the member States of UNIDROIT, as well as the interested organisations, for their observations. Professor René DAVID, of the Faculty of Law of the University of Paris, wrote an Explanatory Report of this first Draft and it was with the author's permission that this was widely used by the Secretariat of UNIDROIT in making the following Report.

In order to give consideration to the comments submitted by Governments, a Committee of Governmental Experts was convened by UNIDROIT in 1971. Nineteen states sent representatives and three international organisations delegated observers (5).

This Committee effected a certain number of amendments to the original Draft and agreed on the text set out below.

---

(3) See p. 9 for the composition of the Committee.

(4) U.D.P. 1966, Study XLIII, Paper 30 and pp. 126-155 of the 1966 Yearbook.

(5) See p. 10-11 for the composition of the Committee.

## PREMIER COMITE D'EXPERTS

Ce Comité a tenu trois sessions au siège de l'Institut à Rome:

- du 26 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 1963 (1<sup>ère</sup> session)
- du 6 au 9 janvier 1965 (2<sup>ème</sup> session)
- du 4 au 8 octobre 1965 (3<sup>ème</sup> session)

## LISTE DES PARTICIPANTS

### *Membres*

M. WORTLEY, professeur à l'Université de Manchester, *Président du Comité.*

M. BLAGOJEVIC, professeur à l'Université de Belgrade.

M. CIPROTTI, professeur à l'Université pontificale du Latran et à l'Université de Camerino.

M. DAVID, professeur à l'Université de Paris.

M. GUTZWILLER, professeur émérite à l'Université de Fribourg.

M. LOEWE, Ministerialdirektor au Ministère de la Justice d'Autriche.

M. YADIN, Deputy Attorney General au Ministère de la Justice d'Israël.

M. LALIVE d'EPINAY, professeur à l'Université de Genève, a remplacé M. Gutzwiller lors des 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> sessions de travail du Comité.

M. PASCAL, professeur à l'Université d'Etat de la Louisiane et M. TURNER, professeur à l'Université de Manchester et du Chancery Bar anglais, ont participé, aux travaux de la première session.

M. HAYES, chef du service de réforme du droit au Ministère de la Justice d'Irlande, a participé aux travaux de la 3<sup>ème</sup> session.

Secrétaire du Comité: M. MOSCHUNA SION, Chargé de Recherches à UNIDROIT.

Ont en outre participé aux travaux:

M. MATTEUCCI, Secrétaire Général d'UNIDROIT

M. VIS, Secrétaire Général Adjoint d'UNIDROIT.

## FIRST COMMITTEE OF EXPERTS

This Committee held three sessions at the Headquarters of the Institute in Rome:

From the 26th September until the 1st October, 1963 (1st session).

From the 6nd until the 9th January, 1965 (2nd session).

From the 4th until the 8th October, 1965 (3rd session).

## LIST OF PARTICIPANTS

### *Members*

Mr. WORTLEY, Professor in the University of Manchester, *Chairman of the Committee.*

Mr. BLAGOJEVIĆ, Professor in the University of Belgrade.

Mr. CIPROTTI, Professor in the Pontifical University of the Lateran and in the University of Camerino.

Mr. DAVID, Professor in the University of Paris.

Mr. GUTZWILLER, Emeritus Professor in the University of Fribourg.

Mr. LOEWE, "Ministerialdirektor" of the Austrian Ministry of Justice.

Mr. YADIN, Deputy Attorney-General in the Israeli Ministry of Justice.

Mr. LALIVE d'EPINAY, Professor in the University of Geneva, took the place of Mr. Gutzwiller at the first and second working sessions of the Committee.

Mr. PASCAL, Professor in the Louisiana State University and Mr. TURNER, Professor in the University of Manchester and a member of the English Chancery Bar, took part in the work of the first session.

Mr. HAYES, Head of the Law Reform Branch of the Irish Ministry of Justice, took part in the work of the third session.

Secretary to the Committee: Mr. MOSCHUNA SION, Legal Assistant to UNIDROIT.

Also took part:

Mr. MATTEUCCI, Secretary-General of UNIDROIT.

Mr. VIS, Deputy Secretary-General of UNIDROIT.

COMITE D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX  
COMMITTEE OF GOVERNMENTAL EXPERTS

Ce Comité a tenu une session unique du 3 au 8 mai 1971 à Rome.

This Committee held a single session, in Rome, from the 3rd until the 8th May, 1971.

LISTE DES PARTICIPANTS  
LIST OF PARTICIPANTS

- Allemagne* (République Fédérale) - M. Hans A. STOCKER, Regierungsdirektor, Bundesministerium der Justiz.  
*Autriche* - M. Wolfgang REISHOFER, Ministerialsekretär, Bundesministerium für Justiz.  
*Belgique* - M. Raymond Van DYCK, Directeur au Ministère des Affaires Etrangères.  
*Canada* - M. Henry NYST, Magistrat près le Ministère de la Justice.  
*Cité du Vatican* - M. John E.C. BRERLEY, Professor of Law, McGill University - Montreal.  
*Danemark* - M. Hilton Alex Mc INTOSH, Legal adviser, Privy Council Office - Department of Justice.  
*Etats-Unis d'Amérique* - M. Pio CIPROTTI, Professeur de droit civil, Président du Tribunal.  
*Finlande* - M. Svend DANIELSEN, Chef de Section, Ministère de la Justice.  
*France* - M. Richard V. WELLMAN, Professor of Law, University of Michigan.  
*Grèce* - M. Pentti KURKELA, Counsellor of Legislation, Dikeusministerio - Helsinki.  
*Italie* - M. Paul COURTEAUD, Conseiller à la Cour d'Appel de Paris.  
- M. Alexandre VAYENAS, Premier Secrétaire de l'Ambassade de Grèce à Rome.  
- M. Raffaele BRUNETTI, Conseiller de Cour d'Appel.  
- M. Stanislao CANTONO DI CEVA, Ministre Plénipotentiaire.

- |                        |  |
|------------------------|--|
| <i>Pakistan</i>        | - M. Atual KARIM, Conseiller à l'Ambassade du Pakistan à Rome.   |
| <i>Pays-Bas</i>        | - M. Ernest COHEN HENRIQUEZ, Conseiller au Ministère de la Justice.  |
| <i>Portugal</i>        | - M. João Baptista MACHADO, Professeur à l'Université de Coimbra.  |
| <i>Roumanie</i>        | - M. Tudor POPESCU, Professeur à l'Université de Bucarest, Membre du Conseil de Direction d'UNIDROIT.  |
| <i>Royaume-Uni</i>     | - M. B. A. WORTLEY, Dean of the Law Faculty, University of Manchester - Membre du Conseil de Direction d'UNIDROIT.   |
| <i>Suède</i>           | - M. Anders KNUTSSON, Chef de Section au Ministère de la Justice.  |
| <i>Suisse</i>          | - M. Pierre LALIVE d'EPINAY, Professeur à la Faculté de droit et à l'Institut des Hautes Etudes Internationales de Genève - <i>Président du Comité d'Experts</i> . |
| <i>Tchécoslovaquie</i> | - M. Milan HOLUB, Chef du Service de législation civile au Ministère de la Justice.  |

OBSERVATEURS

OBSERVERS

- |   |   |
|---|---|
| <i>Conférence de La Haye</i>                  | - M. Georges DROZ, Secrétaire Général Adjoint.  |
| <i>Conseil de l'Europe</i>                    | - M. Hans-Jurgen BARTSCH, Administrateur à la Direction des Affaires Juridiques.  |
| <i>Union Internationale du Notariat Latin</i> | - M. Arcangelo RUSSO, Notaire.  |
| <i>Unidroit</i>                               | - Son Exc. M. Ernesto EULA, Président.<br>- M. Mario MATTEUCCI, Secrétaire Général.<br>- M. Jean Pierre PLANTARD, Secrétaire Général Adjoint. |



**PROJET DE CONVENTION PORTANT LOI UNIFORME  
SUR LA FORME DU TESTAMENT INTERNATIONAL**

***DRAFT CONVENTION PROVIDING A UNIFORM LAW  
ON THE FORM OF THE INTERNATIONAL WILL***

Les Etats signataires de la présente Convention,  
Désirant assurer dans une plus large mesure le respect des actes de dernière volonté par l'établissement d'une forme de testament appelée désormais « testament international » dont l'emploi dispense:ait de la recherche de la loi applicable et de l'examen des conditions de forme fixées par cette loi;

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

#### *Article premier*

1. Chacune des Parties Contractantes s'engage à introduire dans sa législation, au plus tard dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention à son égard, les règles sur le testament international formant l'Annexe à la présente Convention.

2. Chacune des Parties Contractantes peut introduire les dispositions de l'Annexe dans sa législation, soit en reproduisant le texte authentique, soit en traduisant celui-ci dans sa ou ses langues officielles.

#### *Article II*

1. Chacune des Parties Contractantes complétera les dispositions de l'Annexe dans sa législation dans le délai prévu à l'article qui précède, par la désignation des personnes qui, sur son territoire, sont habilitées à recevoir les testaments internationaux.

2. Elle notifiera cette désignation, ainsi que toute modification ultérieure de celle-ci, à . . . . .

#### *Article III*

1. Le testament fait en la forme d'un testament international sur le territoire d'une Partie Contractante est considéré, sur le territoire des autres Parties Contractantes, comme étant fait devant une personne habilitée à le recevoir, lorsque cette personne a été habilitée à cet effet selon la loi de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle le testament a été fait.

2. Le testament fait en la forme d'un testament international sur le territoire d'un Etat qui n'est pas Partie Contractante est considéré, sur le territoire des Parties Contractantes, comme étant fait devant une personne habilitée, lorsque, conformément à la loi de cet Etat, il a été reçu par une personne qualifiée pour recevoir les testaments.

The States signatory to the present Convention,  
Desirous to provide to a greater extent for the respecting of last wills by  
establishing a form of will henceforth to be called an "international will" which,  
if employed, would dispense with the search for the applicable law and dispense  
with the examination of formalities prescribed by such law;  
Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have agreed  
upon the following provisions:

#### *Article I*

1. Each Contracting Party undertakes that within six months of the date of entry into force of this Convention in respect of that Party it shall introduce into its law the rules regarding an international will set out in the Annex to this Convention.
2. Each Contracting Party may introduce the provisions of the Annex into its law either by reproducing the actual text, or by translating it into its official language or languages.

#### *Article II*

1. Each Contracting Party shall complete and implement the provisions of the Annex in its law, within the period provided for in the preceding article, by designating the persons who, in its territory, shall be authorized to act in connexion with international wills.
2. The Party shall notify such designation, as well as any other later modification thereof, to

#### *Article III*

1. A will made in the form of an international will in the territory of a Contracting Party shall, in the territories of the other Contracting Parties, be considered as having been made in the presence of a person authorized to act in connexion with it whenever such person is so authorized according to the law of the Contracting Party in whose territory the will was made.
2. A will made in the form of an international will in the territory of a State which is not a Contracting Party shall, in the territories of the Contracting Parties, be considered as having been made in the presence of an authorized person whenever, in accordance with the law of such State, it has been received by a person qualified to receive wills.

#### *Article IV*

La valeur de l'attestation prévue à l'article 8 de l'Annexe est reconnue sur les territoires de toutes les Parties Contractantes.

#### *Article V*

1. Les conditions requises pour être témoin d'un testament international sont régies par la loi interne du lieu où le testament est reçu.
2. Toutefois la seule qualité d'étranger ne constitue pas un obstacle pour être témoin.

#### *Article VI*

1. Les signatures du testateur, de la personne qualifiée pour recevoir le testament et des témoins sur un testament international sont dispensées de toute légalisation.
2. Toutefois, les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent vérifier l'authenticité de ces signatures.

#### *Article VII*

Aucune réserve à la présente Convention ni à son Annexe n'est admise.

#### *Article VIII*

1. La présente Convention sera ouverte à la signature de . . . . .
2. La présente Convention sera ratifiée.
3. Les instruments de ratification seront déposés auprès . . . . .

#### *Article IX*

1. La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de . . . . .
2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès de . . . . .

#### *Article X*

1. La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date à laquelle aura été déposé le cinquième instrument de ratification ou d'adhésion.
2. Pour chaque Etat qui la ratifiera ou y adhérera après que le cinquième instrument de ratification ou d'adhésion aura été déposé, la présente Convention

#### *Article IV*

The effectiveness of the certificate provided for in Article 8 of the Annex shall be recognized in the territories of all Contracting Parties.

#### *Article V*

1. The conditions to be a witness of an international will shall be governed by the internal law of the place where the will is received.
2. Nevertheless an alien may act as a witness of an international will.

#### *Article VI*

1. The signature of the testator, of the person qualified to receive the will and of the witnesses of an international will shall be exempt from any legalisation.
2. Nevertheless, the competent authorities of the Contracting Parties may verify the authenticity of such signatures.

#### *Article VII*

No reservation shall be admitted to this Convention or to its Annex.

#### *Article VIII*

1. This Convention shall be open for signature from . . . . .
- to . . . . .
2. This Convention shall be ratified.
3. Instruments of ratification shall be deposited with . . . . .

#### *Article IX*

1. This Convention shall be open to accession by . . . . .
2. Instruments of accession shall be deposited with . . . . .

#### *Article X*

1. This Convention shall come into force six months after the date on which the fifth instrument of ratification or accession has been deposited.
2. In the case of each State which ratifies this Convention or accedes to it after the fifth instrument of ratification or accession has been deposited, this Conven-

entrera en vigueur six mois après le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

#### *Article XI*

1. Chacune des Parties Contractantes pourra dénoncer la présente Convention par une notification adressée à . . . . .
2. La dénonciation prendra effet douze mois après la date à laquelle le . . . . . en aura reçu notification.

#### *Article XII*

1. Chaque Etat pourra, lors du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion ou à tout moment ultérieur, déclarer, par notification adressée à . . . . . , que la présente Convention sera applicable à tout ou partie des territoires dont il assure les relations internationales.
2. Cette déclaration aura effet six mois après la date à laquelle le . . . . . en aura reçu notification ou, si à la fin de ce délai la Convention n'est pas encore entrée en vigueur, à dater de l'entrée en vigueur de celle-ci.
3. Chacune des Parties Contractantes qui aura fait une déclaration conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article pourra, conformément à l'article XI, dénoncer la Convention en ce qui concerne tout ou partie des territoires intéressés.

#### *Article XIII*

Le . . . . . notifiera aux Etats signataires et adhérents et à l'Institut international pour l'unification du droit privé:

- a) toute signature;
- b) le dépôt de tout instrument de ratification ou d'adhésion;
- c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention, conformément à l'article X;
- d) toute notification reçue conformément à l'article II, alinéa 2;
- e) toute déclaration reçue conformément à l'article XII, alinéa 2 et la date à laquelle la déclaration prendra effet;
- f) toute dénonciation reçue conformément à l'article XI, alinéa 1<sup>er</sup> ou à l'article XII, alinéa 3, et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à . . . . ., le . . . . ., en langues . . . . ., les . . . . . textes faisant également foi.

L'original de la présente Convention sera déposé auprès de . . . . . qui en transmettra des copies certifiées conformes à chacun des Etats signataires et adhérents et à l'Institut international pour l'unification du droit privé.

tion shall come into force six months after the deposit of its own instrument of ratification or accession.

#### *Article XI*

1. Each Contracting Party may denounce this Convention by a notice addressed to . . . . .
2. Such denunciation shall take effect twelve months from the date on which the . . . . . has received notice thereof.

#### *Article XII*

1. Each State may, when it deposits its instrument of ratification or accession or at any time thereafter, declare, by a notice addressed to . . . . ., that this Convention shall apply to all or part of the territories for whose international relations it is responsible.
2. Such declaration shall have effect six months after the date on which the . . . . . shall have received notice thereof or, if at the end of such period the Convention has not yet come into force, from the date of its entry into force.
3. Each Contracting Party which has made a declaration in accordance with paragraph 1 of this Article may, in accordance with Article XI, denounce this Convention in relation to all or part of the territories concerned.

#### *Article XIII*

The . . . . . shall give notice to the signatory or acceding States, and to the International Institute for the Unification of Private Law, of:

- (a) any signature;
- (b) the deposit of any instrument of ratification or accession;
- (c) any date on which this Convention enters into force in accordance with Article X;
- (d) any notice received in accordance with Article II, paragraph 2;
- (e) any declaration received in accordance with Article XII, paragraph 2 and the date on which such declaration takes effect;
- (f) any denunciation received in accordance with Article XI, paragraph 1, or Article XII, paragraph 3, and the date on which the denunciation takes effect.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

DONE at . . . . ., the . . . . ., in . . . . ., the . . . . . texts being equally authoritative.

The original of this Convention shall be deposited with . . . . . who shall transmit certified copies thereof to each of the signatories and acceding States and to the International Institute for the Unification of Private Law.

CLAUSE CONCERNANT LES ETATS FÉDÉRATIFS OU NON-UNITAIRES

(à insérer éventuellement)

*Article ...*

a) En ce qui concerne les articles de la présente Convention et de son Annexe qui relèvent de la compétence législative du pouvoir fédéral, les obligations du gouvernement fédéral seront les mêmes que celle des Etats contractants qui ne sont pas des Etats fédératifs;

b) en ce qui concerne les articles de la présente Convention et de son Annexe qui relèvent de la compétence législative de chacun des Etats ou provinces constitutants, qui ne sont pas, en vertu du système constitutionnel de la fédération, tenus de prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera le plus tôt possible, et avec son avis favorable, lesdits articles à la connaissance des autorités compétentes des Etats ou provinces constitutants;

c) l'obligation de notifier la désignation des personnes qualifiées pour recevoir les testaments internationaux prévue à l'alinéa 2 de l'article II incombe, aussi en ce qui concerne les désignations faites par les Etats ou provinces constitutants, au gouvernement fédéral.

CLAUSE CONCERNING FEDERAL AND NON-UNITARY STATES

(for possible insertion)

*Article ...*

- (a) With respect to those articles of this Convention and its Annex that come within the legislative jurisdiction of the federal authority, the obligations of the federal Government shall to that extent be the same as those of Contracting States which are not federal States;
- (b) With respect to those articles of this Convention and its Annex that come within the legislative jurisdiction of constituent States or provinces which are not, under the constitutional system of the federation, bound to take legislative action, the federal Government shall bring such articles with a favourable recommendation to the notice of the appropriate authorities of constituent States or provinces at the earliest possible moment;
- (c) It shall also be the duty of the federal Government to notify the designation of persons qualified to receive international wills, in accordance with Article II, paragraph 2, and also any designation made by constituent States or provinces.

## A N N E X E

### LOI UNIFORME SUR LA FORME DU TESTAMENT INTERNATIONAL

#### *Article 1*

1. Le testament est valable, en ce qui concerne la forme, quel que soit le lieu où il a été fait et quels que soient la nationalité, le domicile ou la résidence du testateur, s'il est fait dans la forme du testament international, conformément aux dispositions des articles 2 à 4 ci-après.
2. L'inobservation de ces dispositions n'affecte pas la validité éventuelle de l'acte en tant que testament d'une autre espèce.

#### *Article 2*

1. Le testament doit être fait par écrit.
2. Il peut être écrit en une langue quelconque, à la main ou par un autre procédé.
3. Il n'est pas nécessairement écrit par le testateur lui-même.

#### *Article 3*

1. Le testateur déclare en présence de deux témoins et d'une personne habilitée à recevoir le testament que le document est son testament et qu'il en connaît le contenu.
2. Il n'est pas nécessaire que le testateur donne connaissance du contenu du testament aux témoins, ni à la personne habilitée.

#### *Article 4*

1. En la présence des témoins et de la personne habilité, le testateur signe le testament ou, s'il l'a signé précédemment, reconnaît et confirme sa signature.
2. Les témoins et la personne habilitée signent sur le champ le testament, en la présence du testateur.

#### *Article 5*

1. La signature du testateur doit être apposée à la fin du testament.
2. Si le testament comporte plusieurs feuillets, chaque feuillet doit être en outre signé par le testateur, à moins que les feuillets ne se suivent et forment un tout.

## A N N E X

### UNIFORM LAW ON THE FORM OF THE INTERNATIONAL WILL

#### *Article 1*

1. A will shall be valid as regards form, irrespective of the place where it is made and irrespective of the nationality, domicile or residence of the testator, if it is made in the form of an international will complying with the provisions set out in articles 2 to 4 hereafter.
2. Failure to observe any such provision shall not by itself affect the validity of the document as a will of another kind.

#### *Article 2*

1. The will shall be made in writing.
2. It may be written in any language, by hand or by any other means.
3. It need not be written by the testator himself.

#### *Article 3*

1. The testator shall declare in the presence of two witnesses and of a person authorized to act in connexion with international wills that the document is his will and that he knows the contents thereof.
2. The testator need not inform the witnesses, or the authorized person, of the contents of the will.

#### *Article 4*

1. In the presence of the witnesses and of the authorized person, the testator shall sign the will or, if he has previously signed it, shall acknowledge his signature.
2. The witnesses and the authorized person shall there and then sign the will in the presence of the testator.

#### *Article 5*

1. The signature of the testator shall be placed at the end of the will.
2. If the will consists of several sheets, each sheet shall also be signed by the testator, unless the sheets follow each other and form a whole.

*Article 6*

1. La date du testament est celle de sa réception.
2. La date de la réception doit être apposée sur le testament par la personne habilitée.
3. En cas de contestation, la date de la réception pourra être établie par tout moyen.

*Article 7*

1. La personne habilitée fait suivre le testament d'une attestation établissant que:
  - a) le testateur, en sa présence et en celle des témoins, a déclaré que le document est son testament et qu'il en connaît le contenu;
  - b) le testateur, en sa présence et en celle des témoins, a signé le testament ou a reconnu et confirmé sa signature déjà apposée;
  - c) les témoins l'ont ensuite signé;
  - d) la personne habilitée s'est assurée de l'identité du testateur et des témoins;
  - e) les témoins possédaient les qualités requises selon la loi interne du lieu où le testament est reçu.

La personne habilitée indique également son identité, celles du testateur et des témoins. Elle date et signe l'attestation.

2. La personne habilitée conserve une copie de l'attestation et elle en remet une au testateur.
3. Le fait que l'attestation n'ait pas été établie ne porte pas atteinte à la validité du testament.
4. Sauf preuve contraire dûment rapportée, l'attestation susmentionnée de la personne habilitée est acceptée dans toute procédure ou tout litige comme preuve suffisante de tous les faits nécessaires à la mise à effet de l'instrument en tant que testament international.

*Article 8*

La personne habilitée a le devoir d'assurer la conservation du testament conformément à la loi interne du lieu où il est reçu, notamment en procédant à tout dépôt ou inscription officiels exigés par cette loi.

*Article 6*

1. The date of the will is the date of its reception.
2. The date of the reception shall be affixed to the will by the authorized person.
3. In case of dispute the date of the reception may be established by any means.

*Article 7*

1. The authorized person shall add to the will a certificate stating that:
  - (a) the testator, in his presence and in that of the witnesses, has declared that the document is his will and that he knows the contents thereof;
  - (b) the testator, in his presence and in that of the witnesses, has signed the will or has acknowledged his signature previously affixed;
  - (c) the witnesses have then signed it;
  - (d) the authorized person has satisfied himself of the identity of the testator and of the witnesses;
  - (e) the witnesses satisfied the requirements needed according to the internal law of the place where the will is received.

The authorized person shall also state his identity and those of the testator and of the witnesses. He shall date and sign the certificate.

2. The authorized person shall keep a copy of the certificate and deliver one to the testator.
3. The fact that the certificate has not been established does not affect the validity of the will.
4. Unless impeached by competent proof, the foregoing certificate of the authorized person shall be accepted as sufficient proof in any cause or proceeding of all facts necessary to the due execution of the instrument as an international will.

*Article 8*

The authorized person has the duty to ensure the safekeeping of the will in accordance with the internal law of the place where the will is received, particularly by undertaking any official deposit or registration required by that law.



R A P P O R T

*R E P O R T*

## I<sup>ère</sup> PARTIE

### LE PROJET DE LOI UNIFORME SUR LA FORME DU TESTAMENT INTERNATIONAL

Quatre observations préliminaires doivent être faites, touchant le projet de loi uniforme.

En premier lieu, ce projet a trait exclusivement à la *forme* des testaments. Ses auteurs ont renoncé à traiter de la *capacité* nécessaire pour faire un testament. Ils se sont abstenus également de régler les questions de *révocation*, *modification* ou *destruction* du testament.

En second lieu, le projet de loi uniforme ne prétend pas régler toute la matière des formes du testament. Il est apparu, dès le début des travaux, qu'il ne convenait pas, dans la recherche d'une uniformité complète, de s'attaquer aux formes du testament actuellement admises par le divers droits ni d'essayer d'uniformiser celles-ci. Le projet ne change rien aux droits nationaux: les formes testamentaires actuellement admises ne sont pas abolies ni modifiées. Le projet demande seulement que, *à côté et en plus* de ces formes, on admette dans les différents pays une forme nouvelle, dont on espère que la pratique viendra à faire usage, principalement, -- mais non exclusivement -- dans le cas où le testament présentera, en raison des circonstances, des aspects internationaux.

En troisième lieu, il convient de souligner que cette forme nouvelle de testament n'est pas issue de spéculations abstraites. Le projet a été élaboré sur une base concrète de droit comparé, en particulier un rapport substantiel établi spécialement par l'Institut de droit comparé de Belgrade. Il a été tenu compte des diverses formes de testament connues dans un grand nombre de pays, et des raisons de la préférence donnée ici ou là à l'une ou l'autre de ces formes. La forme proposée est nouvelle, certes, mais elle vise à donner satisfaction aux préoccupations éprouvées ici et là. Les juristes du continent européen ou écossais ne trouveront dans le « testament international », que règle le projet, ni le testament olographe, ni le testament authentique ou le testament mystique qu'ils connaissent; les juristes de la *common law* n'y retrouveront pas le testament attesté par des témoins qui leur est familier; les uns et les autres trouveront cependant dans le projet différents traits, que nous ferons ressortir, dérivant de ces formes diverses de testament. Pour un juriste du continent européen, le testament international du projet évoquera ainsi surtout le testament mystique, débarrassé de formalités excessives; un anglais y reconnaîtra son testament attesté par des témoins, avec un rôle accru du *solicitor* qui, du reste, correspond déjà dans la plupart des cas à la pratique habituellement suivie.

## PART I

### THE DRAFT UNIFORM LAW ON THE FORM OF THE INTERNATIONAL WILL

Four preliminary observations should be made on the draft uniform law.

First, this draft has dealt only with the *form* of wills. Its authors decided not to deal with *capacity* to make a will. They also refrained from dealing with questions of *revocation, modification or destruction* of wills.

Secondly, the draft law does not attempt to deal with every matter concerning the forms of wills. From the start, it was felt to be wiser, in the quest for complete unity, not to tackle all the forms of wills permitted by different systems of law at the present day, nor to attempt to unify them. The draft in no way changes national laws: the forms of wills now available are neither abolished nor modified. The draft only requires that, besides and in addition to these forms, the various countries should admit a new form, which it is hoped practice will bring into use mainly, but not exclusively, when a will, because of the circumstances, has some international characteristics.

Thirdly, it should be stressed that this new form of will is not the result of mere abstract speculation. The draft was drawn up on a solid basis of comparative law, in particular the very considerable report specially provided by the Institute of Comparative Law of Belgrade. Account was taken of the different forms of will used in a large number of countries and of the reasons for the forms preferred in those countries. The form being proposed is certainly new, but it tries to meet the needs shown to exist in different places. Continental European or Scottish lawyers will not find in the international will, which the draft sets out, the holograph will or the authentic will or the mystic will with which they are familiar; common lawyers will not find in it the will made before witnesses which is familiar to them; however, each will find in the draft some different characteristics, which we shall bring out, that are derived from these different forms of will. A lawyer from the Continent of Europe will be reminded by the draft of the international will, more especially of the mystic will, shorn of excessive formalities; an Englishman will also see in it his will before witnesses, with a further task given to the solicitor, a task which, however, merely corresponds in most cases to a practice usually followed.

Une dernière observation, concernant l'ensemble du projet, est la suivante. Par *testament* le texte entend viser toute disposition de dernière volonté, faite de façon unilatérale. Le testament auquel se réfère le projet peut être une disposition qui ne comporte aucune institution d'héritier, ni aucune désignation de légataire universel: il embrasse donc, aussi bien que le testament *stricto sensu*, le codicille du droit autrichien.

Il convient enfin de souligner que le projet impose deux catégories de formalités: celles qui sont prescrites à peine de nullité du testament international (art. 2 à 4) et celles dont, au contraire, l'inobservation est dépourvue de sanction. Les premières constituent les garanties essentielles jugées nécessaires pour la sécurité du testateur. La garantie du respect des volontés de celui-ci a été, en effet, le souci principal des auteurs du projet. Quant aux formalités des articles 5 et suivants elles ont été imposées pour leur commodité pratique et pour assurer une unification plus complète des formes, mais ces objectifs ont été jugés secondaires par rapport à la fidélité aux volontés du testateur: leur transgression demeure donc dépourvue de sanction.

#### *Article premier*

L'article 1<sup>er</sup> indique l'objet de la loi uniforme projetée et en précise la portée, conformément à ce qui a déjà été dit. La loi projetée vise simplement à établir un type nouveau de testament, qui sera réglé de même manière dans tous les pays, en ce qui concerne sa forme; ce testament sera appelé *testament international*. La loi projetée laisse subsister toutes les autres formes de testament, connues par les diverses lois nationales.

Le lieu où le testateur a son domicile ne joue aucun rôle en ce qui concerne la validité ou non-validité du testament international, non plus que diverses autres circonstances.

Certaines difficultés, en rapport avec le lieu où le testament est fait, sont résolues à l'article III de la Convention.

Les principales dispositions de forme prescrites dans le projet sont sanctionnées par la nullité du testament *comme testament international*. Il s'agit de l'exigence de la forme écrite (art. 2) de la présence des témoins, et d'une personne habilitée à recevoir le testament ainsi que de la déclaration faite par le testateur en leur présence (art. 3) et enfin des signatures du testateur et des intervenants (art. 4).

Les autres dispositions prescrites par la loi uniforme ne sont pas imposées à peine de nullité. Ainsi, la validité d'un testament international ne pourrait être attaquée en raison de l'emplacement de la signature du testateur, spécifié à l'article 5, ou de l'absence d'indication de la date de réception (art. 6) ou encore de l'absence de l'attestation prévue à l'article 7. Enfin, même lorsque le testament est frappé de nullité comme testament international, il peut bien se faire qu'il demeure valable parce qu'il satisfait aux conditions de forme du testament olographe (droit français) ou du testament attesté par des témoins (droit anglais) ou de quelque autre type de testament. L'al. 2 de l'article le précise.

One last observation concerns the whole draft; it is as follows. By the word "will" the text intends to cover every disposition by a last will made unilaterally. The will to which the draft relates can be a disposition that does not include the institution of any heir, nor the designation of a universal legatee: it will include therefore a will strictly so-called and the codicil of Austrian law.

It ought finally to be stressed that the Draft prescribes two classes of formality: those that are prescribed on pain of the international will being declared void (Arts. 2-4) and those for which, on the contrary, there is no penalty for non-compliance. The first provide the essential safeguards deemed to be necessary for the testator's protection. The main concern of the authors of the Draft was, indeed, to assure respect for the testator's wishes. With regard to the formalities set out in Article 5 and the succeeding Articles, these were prescribed for their practical convenience and in order to bring about a more thorough unification of forms; however, these objectives were judged to be of minor importance beside the faithful carrying out of the testator's last wishes: no penalty is, therefore, provided for their infringement.

#### *Article 1*

Article 1 sets out the object of the draft uniform law and determines its applicability according to what we have already said. The draft law simply aims at establishing a new type of will, which will be governed in the same way in all countries as regards its form: this will is to be called an *international will*. The draft law leaves in being all other forms of will known to the various national laws.

The place where the testator has his domicile is not relevant to the validity or invalidity of the international will, any more than are various other circumstances.

Certain difficulties, connected with the place where the will is made, are settled by Article III of the Convention.

The main provisions regarding form laid down in the draft carry the sanction that their non-observance will render the will void as an *international will*.

Such is the case with the requirements of a written form (Article 2), the presence of witnesses and one person authorised to act in connexion with international wills, and also that the testator's declaration be made in the presence of these witnesses and authorised person (Art. 3), as well as, finally, the requirement of the signatures of the testator and the parties whose presence is needed (Art. 4).

Non-observance of the other provisions laid down in the Uniform Law does not render the international will void. Thus, the validity of an international will could not be disputed on the ground of the place specified in Article 5 for the testator's signature, or the absence of any indication of the date of reception (Art. 6), or, furthermore, the absence of the certificate laid down in Article 7. Finally, even where the will is rendered void as an international will, it may well be that it remains valid in so much as it meets the conditions with regard to form for the holograph will (French law) or a will attested by witnesses (English law) or for some other type of will. This is made clear by paragraph 2 of the present article.

## *Article 2*

L'article 2 pose une condition essentielle pour la validité du testament comme testament international: ce testament doit être fait par écrit (al. 1<sup>er</sup>).

Les deux alinéas suivants, en revanche, marquent, sur différents points, le grand libéralisme du projet. Le testament ainsi peut être écrit dans une langue quelconque (al. 2): disposition qui contraste avec les règles admises en divers pays pour les testaments publics. On notera que la loi uniforme n'exige même pas que le testament soit écrit dans une langue que connaisse le testateur. Celui-ci pourra ainsi choisir en toute liberté, en fonction des convenances: on peut penser que, le plus souvent, il optera pour sa propre langue, mais quelquefois aussi, s'il l'estime opportun, pour la langue du lieu où le testament est dressé, ou encore celle du lieu où il sera principalement exécuté. L'important est qu'il ait pleinement connaissance du contenu de son testament, ainsi que l'exige l'art. 3.

Le testament peut être écrit à la main ou par un autre procédé (al. 2): on a visé avant tout par cette formule le testament écrit à la machine.

Le testament n'est pas nécessairement écrit par le testateur lui-même (al. 3). On s'écarte, par cette disposition, du testament olographe pour se rapprocher des autres types de testament: testament public ou testament mystique, et testament surtout du droit anglais. Ce dernier, souvent très long, paraît n'être écrit qu'exceptionnellement de la main du testateur. La chose n'est pas dans la théorie interdite. Mais on ne peut guère en fait se dispenser de recourir à un homme de loi, si l'on veut employer les formules techniques nécessaires pour donner effet aux volontés du testateur. Il en est ainsi d'autant plus que les testaments sont liés à des arrangements de famille entre vifs, et que des considérations d'ordre fiscal jouent en la matière un rôle très important, spécialement lorsque le testateur a des intérêts dans un société.

## *Article 3*

Le libéralisme de l'article 2 appelle le correctif de certaines garanties.

La première garantie est constituée par l'exigence de l'article 3, al. 1<sup>er</sup>: le testateur doit déclarer, en présence de deux témoins et d'une personne habilitée à recevoir les testaments, qu'un certain document, présenté à ces personnes, est son testament, et qu'il en connaît le contenu.

L'al. 2 de l'article précise que cette déclaration suffit: il n'est pas nécessaire que le testateur donne aux témoins, ni à la personne habilité « connaissance du contenu du testament ». Cette règle éloigne le testament international du testament public, et le rapproche des autres types de testament: testament olographe, et surtout testament mystique ou testament du droit anglais.

La « personne habilitée » à recevoir les testaments est bien connue dans les pays qui connaissent le testament public. Il peut paraître en revanche qu'il s'agit là d'une innovation dans les pays de *common law*. En Angleterre, toutefois, la pratique courante est de recourir à un *solicitor* qui dresse le testament et qui le conserve pour

### *Article 2*

Article 2 lays down an essential condition for the validity of the will as an international will; the will must be made in writing (paragraph 1).

On the other hand, the two following paragraphs lay stress on the very liberal approach of the draft to various matters. The will may, for example, be written in any language (paragraph 2): a provision which contrasts with the rules laid down in various countries for public wills. It will be noted that the uniform law does not even require that the will be written in a language which the testator knows. He will thus have complete freedom of choice with regard to whichever he finds suitable: it may be thought that, more often than not, he will opt for his own language, but sometimes, where he deems it to be advisable, he may also decide in favour of the language of the place where the will is drawn up, or even that of the place where it will chiefly be given effect. What is important is that he should be fully acquainted with the contents of his will, as is required by Article 3.

The will may be written by hand or by any other means (paragraph 2): this formula includes, in particular, a type-written will.

The will need not necessarily be written by the testator himself (paragraph 3). This provision departs from the holograph will, to come nearer to other types of will: the public or mystic will, and especially the will of English law. An English will is often very long and is only rarely written by the testator himself. He may of course do so but the complications of the law relating to income tax and death duties and the practice of creating family settlements with which wills are often closely bound up, especially when they deal with interests in companies, necessitate the employment of a lawyer who understands the necessarily complicated formulas which the layman would not know how to use.

### *Article 3*

The liberal approach in Article 2 brings out the need for certain safeguards.

A first safeguard is provided by the requirement of Article 3, paragraph 1: a testator must declare, in the presence of two witnesses and a person authorised to receive wills, that a certain document, presented to those persons, is his will, and that he knows its contents.

Paragraph 2 of the article makes it clear that the declaration shall suffice: it is not necessary that the testator inform the witnesses or the authorised person "of the contents of the will". This makes the international will different from the public will, and brings it nearer to other types of will: the holograph will and, above all, the mystic will or the will of English law.

The "person authorised" to receive wills is well understood in countries that are familiar with the public will. On the other hand, it may appear to be, in common law countries, something of an innovation. In England, however, the usual practice is to go to a solicitor who makes the will and holds it for the testator. In the case of

le compte du testateur. Dans le cas du *testament international* cette pratique sera rendue obligatoire, chaque Etat pouvant au surplus étendre à son gré la liste des personnes habilitées à recevoir un testament. Le mot *personne*, dans ce contexte, peut désigner, aussi bien qu'une personne physique déterminée, le fonctionnaire d'un *bureau* ou d'un *office*, tel le *Registry of Wills* existant en Irlande; ou encore le greffier ou le président d'un tribunal.

La présence simultanée du testateur, des deux témoins et de la personne habilitée, est nécessaire à la validité du testament.

La loi uniforme ne précise pas elle-même ce qu'il faut entendre par *personne habilitée à recevoir les testaments*. Il appartiendra à chaque Etat de le préciser et de le faire connaître aux autres Etats (Convention, articles II et XIII); une disposition de la Convention cherche, dans la mesure du possible, à établir ce qu'il faudra entendre par *personne habilitée* dans les Etats qui n'auront pas signé la Convention (article III, al. 2).

#### *Article 4*

La déclaration faite par le testateur, qu'un certain document est son testament, ne suffit pas: il faut que, en présence des témoins et de la personne habilitée à recevoir le testament, le testateur *signe* son testament ou qu'il reconnaîsse et confirme expressément sa signature, au cas où il l'aurait déjà apposée précédemment (al. 1<sup>er</sup>). Cette formalité est prescrite à peine de nullité du testament international. Elle exclut la possibilité, que connaît le droit anglais (mais qui a été abolie en Israël), de faire signer le testament par un représentant.

Les témoins et la personne habilitée à recevoir le testament doivent signer sur le champ celui-ci, en la présence du testateur (al. 2).

Cette disposition n'appelle pas de commentaire. Elle accuse, elle aussi, le caractère quelque peu formaliste que l'on a entendu donner au testament international. Le testament sera nul, comme testament international, si les témoins ou la personne habilitée ne le signent pas sur le champ.

La preuve de l'accomplissement régulier de cette formalité, ainsi que de toutes celles imposées à peine de nullité par les articles 2 à 4, se rapporte normalement au moyen d'une attestation établie par la personne habilitée à recevoir le testament, ainsi qu'il est prévu à l'article 7.

On observera toutefois que le défaut de rédaction de l'attestation n'entache en rien la validité du testament international: la preuve du respect des formalités nécessaires à sa validité se rapporte alors par tous moyens.

#### *Article 5*

Les dispositions de cet article ne sont pas prescrites à peine de nullité.

L'alinéa 1<sup>er</sup> précise que la signature du testateur doit être apposée à la fin du testament. L'alinéa 2 envisage le cas où un testament comporte plusieurs feuillets; il exige en ce cas que chaque feuillet soit signé, ou du moins paraphé, « à moins que les feuillets ne se suivent et forment un tout ».

the *international will*, that practice will be made obligatory, each State being able, in addition, to extend as it wishes the list of persons authorised to receive a will. The word " person " in this context may mean not only a particular physical person, but also an official of an office or of some institution, such as the Registry of Wills which exists in Eire, or, furthermore, the clerk or President of a court.

The simultaneous presence of the testator, of the two witnesses and of an authorised person is necessary for the validity of the will.

The uniform law does not itself lay down what must be understood by *a person authorised to receive wills*. It will be open to each State to settle this and to make this known to other States (Convention, Articles II and XIII); one provision of the Convention attempts as far as possible to establish what must be understood by an authorised person in States which have not signed the Convention (Article III, paragraph 2).

#### *Article 4*

A declaration made by the testator that a certain document is his will does not suffice; it is necessary that the testator sign his will in the due presence of the witnesses and of the person authorised to receive the will, or for him expressly to acknowledge and confirm his signature, in the event of his already having made it previously (paragraph 1). Non-observance of this formality renders the international will void. This excludes the possibility, known to English law (but abolished in Israel) of having the will signed by a representative.

The witnesses and the person authorised to receive the will must sign it immediately in the presence of the testator (paragraph 2).

This provision does not call for comment. It underlines the informal character that it is intended to give to the international will. The will is void as an international will if the witnesses and the person authorised do not sign it immediately.

Proof of the due fulfilment of this formality and also of all those formalities whose non-observance renders the international will void by virtue of Articles 2-4 may normally be drawn from the certificate made out by the person authorised to act in connexion with wills, as is provided in Article 7. Nevertheless, it will be noted that the validity of the international will is in no way vitiated in the event of there being a defect in the drawing up of the certificate: compliance with the formalities needed for its validity may, therefore, be proved by any means.

#### *Article 5*

The international will is not rendered void for non-observance of the provisions laid down in this article.

Paragraph 1 makes it clear that the testator's signature must be affixed at the end of the will. Paragraph 2 deals with the case where a will comprises several sheets; it requires in that case that each sheet should be signed, or at least initialled, by the testator, "unless the sheets follow each other and form a whole".

### *Article 6*

La date est un élément essentiel du testament, dont l'importance apparaît pleinement en cas de testaments successifs.

L'alinéa 1<sup>er</sup> indique que la date du testament, en tant que testament international, est celle de sa réception par la personne habilitée. Il appartient à cette dernière de mentionner cette date sur le testament (al. 2). Toutefois, l'absence de date ou l'indication d'une date erronée n'entraîne pas la nullité du testament (al. 2). Cette solution est notamment celle du droit allemand, du droit autrichien et du droit anglais. L'indication de la date, selon le droit anglais, n'est pas obligatoire, mais la pratique est d'indiquer la date sur le testament; il est souhaitable d'encourager cette pratique.

Si la date n'a pas été mentionnée ou si elle est erronée, cas couverts par l'expression « en cas de contestation », la date de réception pourra être prouvée par tous moyens (al. 3). Sur ce point encore, le projet préfère une recherche de la situation réelle, pour le respect de la volonté du testateur, à une sanction de nullité qui serait d'une sévérité excessive.

### *Article 7*

Cette disposition prévoit l'établissement d'une attestation délivrée par la personne habilitée à recevoir le testament, datée et signée par celle-ci. Matériellement, cette attestation peut figurer à la suite du testament lui-même, ou sur un feuillet annexe. L'expression « fait suivre le testament... » employée à l'alinéa 1 laisse à la personne habilitée toute latitude à cet égard, selon les circonstances.

La première fonction de cette attestation consiste à certifier que les prescriptions de la loi uniforme ont été observées pour l'établissement du testament international. C'est l'objet du paragraphe 1 qui énonce ces diverses formalités. A cet égard, l'attestation garantit donc, dans une certaine mesure, le respect des prescriptions légales, et donne l'indication de l'identité des intervenants à l'acte.

Cette attestation constitue en outre une trace matérielle utile de l'établissement du testament international et un reçu de celui-ci, lorsqu'il n'est pas laissé en la possession du testateur. Le paragraphe 2 de l'article 7 prévoit en effet que la personne habilitée conserve une copie de l'attestation et en remet une au testateur.

Enfin, l'attestation apporte la preuve de l'accomplissement régulier des formalités prescrites et un paragraphe 4 de l'article 7 lui confère expressément cet effet pour tenir compte en particulier des difficultés particulières résultant dans ce domaine des procédures requises à cet égard par les législations des Etats-Unis.

Le fait que l'attestation n'a pas été établie ne porte pas atteinte à la validité du testament (alinéa 3). Celui-ci existe en effet indépendamment de l'attestation dont l'établissement n'incombe qu'à la personne habilitée.

### *Article 6*

The date is an essential part of the will, the full importance of which becomes apparent in the event of successive wills.

Paragraph 1 lays down that the date of the will, for the purposes of an international will, is that of its reception by the authorised person. It is the latter's task to mention this date in the will (paragraph 2). Nevertheless, the absence of the date or the indication of an erroneous date does not lead to the will being rendered void (paragraph 2). This is the solution, for example, of German, Austrian and English law. The indication of the date, according to English law, is not compulsory, but the usual practice is to indicate the date in the will; it is desirable to promote this practice.

Where there has been no mention of the date or where it is erroneous, cases covered by the expression "in case of dispute", the date of reception may be proved by any means (paragraph 3). Further to this point, the Draft prefers that the situation should be looked into as it actually is, so as to comply with the testator's last wishes, rather than imposing a blanket penalty of nullity, since this would be excessively strict.

### *Article 7*

This provision stipulates the making out of a certificate by the person authorised to act in connexion with the will, to be dated and signed by him, too. In point of fact, this certificate may be added on to the end of the will itself or may be set out on an annexed sheet. The expression "shall add to the will..." used in paragraph 1 allows the authorised person complete discretion in this respect, according to the circumstances.

The certificate is primarily intended to certify that the provisions of the Uniform Law for the drawing up of the international will have been complied with. Paragraph 1 of Article 7 sets out all the different formalities to be fulfilled in this connexion. Compliance with the legal provisions is thus, to a certain extent, safeguarded by the certificate and it will also indicate the identity of those present at its execution.

This certificate, moreover, provides a useful material trace of the making of the international will and a receipt of the same, whenever it is not left in the hands of the testator. Paragraph 2 of Article 7 actually stipulates that the authorised person shall keep a copy of the certificate and deliver one to the testator.

Finally, the certificate provides proof of the due fulfilment of the formalities laid down, as is expressly stipulated in paragraph 4 of Article 7, so as to take specific account of the particular problems that one meets in this field as a result of the procedures prescribed in this respect by the different legal systems of the United States.

The fact that the certificate has not been made out does not affect the validity of the will (paragraph 3). Indeed, the will is independent of the certificate, the responsibility for the making out of which rests with the authorised person and no other.

*Article 8*

Le projet qui, dans une rédaction antérieure, prévoyait le dépôt obligatoire du testament international à la garde de la personne habilitée à le recevoir, se borne désormais à s'en remettre sur ce point aux dispositions de la loi du lieu où le testament est reçu. Cette règle ne fait donc que résoudre un éventuel conflit de lois. En prévoyant « tout dépôt ou inscription officiels », le projet envisage notamment la possibilité de création d'un système international d'enregistrement ou d'inscription des testaments, du genre de celui qui pourrait résulter du projet de Convention sur l'inscription des testaments, élaboré par le Conseil de l'Europe.

*Article 8*

Whereas a former draft stipulated that the international will had compulsorily to be deposited in the keeping of the person authorised to act in connexion with it, the present Draft simply leaves the future resolution of this point to the provisions of the law of the place where the will is received. All that this rule does, therefore, is to resolve a possible conflict of laws. When it provides for "any official deposit or registration" the Draft has particularly in mind the possibility of setting up an international system for the registration of wills, such as the one that could result from the Draft Convention on the Registration of Wills, drawn up by the Council of Europe.

## II<sup>e</sup>me PARTIE

### LE PROJET DE CONVENTION INTERNATIONALE PORTANT LOI UNIFORME SUR LA FORME DU TESTAMENT INTERNATIONAL

Le Préambule indique le principal but de la Convention: l'emploi de la forme du « testament international », laquelle forme s'ajoute aux formes de testament déjà connues par les législations nationales et dispensera de l'application des règles de droit international privé et de celle des dispositions de la loi étrangère — dont il peut être difficile de prendre connaissance — désignée par lesdites règles de conflit. Par « testament » au sens de la Convention et de son Annexe, il faut entendre tout acte de dernière volonté unilatéral, quelle que soit sa dénomination dans une loi nationale.

L'article I stipule l'obligation pour les Etats contractants d'introduire la loi uniforme sur le testament international dans leur législation. Le délai de six mois après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat en question semble suffisant, parce qu'en règle générale, les Etats auront déjà préparé la législation d'application lorsqu'ils déposeront leur instrument de ratification ou d'adhésion. La loi uniforme doit être promulguée telle quelle, que ce soit dans son texte original ou en traduction.

La loi uniforme n'indiquant pas quelles sont les personnes habilitées à recevoir les testaments internationaux, il incombe à chaque Etat contractant, en vertu de l'article II, de désigner la ou les catégories de personnes qui, sur son territoire, auront cette qualification. Cette désignation est portée à la connaissance des autres Etats intéressés (article XIII) par l'intermédiaire du dépositaire de l'original de la Convention.

Il est évident que les catégories de personnes habilitées différeront d'un Etat à l'autre. L'al. 1<sup>er</sup> de l'article III assure la reconnaissance de la compétence des personnes habilitées par la législation d'un autre Etat contractant.

L'alinéa 2 du même article tend, dans une nouvelle hypothèse, à permettre aussi la reconnaissance, comme testament international, d'un acte de dernière volonté fait dans un Etat non contractant. Il faut, à cet effet, que deux conditions soient remplies: le testament doit être fait selon les formes prévues à l'Annexe, et la personne qui a rempli les fonctions de « personne habilitée » doit être qualifiée selon la loi locale pour recevoir des testaments faits selon les formes prévues par cette loi.

L'article IV assure la reconnaissance internationale de l'attestation prévue à l'article 7 de la loi uniforme.

L'article V contient une règle de conflit de lois soumettant à la loi du lieu où le testament est reçu la détermination des conditions requises — autrement dit de la capacité nécessaire — pour être témoin d'un testament international.

## PART II

### THE DRAFT INTERNATIONAL CONVENTION PROVIDING A UNIFORM LAW ON THE FORM OF THE INTERNATIONAL WILL

The preamble indicates the principal object of the Convention: the use of a form of "international will", which form is to be added to the forms of will already known to national legal systems and which will avoid the application of the rules of private international law and of provisions of foreign law - which may be difficult to ascertain - designated by such conflict rules. By "will", for the purpose of the Convention and its Annex, must be understood any unilateral instrument of last will, whatever it be called by some national system of law.

The first article imposes an obligation on contracting States to introduce the Uniform Law on international wills into their legislation. The period of six months after the entry into force of the Convention as regards any State seems enough, because, as a general rule, States will have already prepared their legislation to apply the law at the time they deposit their instrument of ratification or accession. The Uniform Law must be promulgated as it stands, either in its original text or in translation.

The Uniform Law does not indicate which persons are authorised to receive international wills: it will fall to each contracting State, by virtue of Article II, to designate the category or categories of persons who, in its territory, will have this capacity. This designation will be brought to the notice of the interested States (Article XIII) by the depositary of the original copy of the Convention.

It is obvious that the categories of persons authorised will differ from State to State. Paragraph 1 of Article III will ensure the recognition of the competence of persons authorised by the law of any other contracting State.

Paragraph 2 of the same article will tend, on the other hand, also to permit the recognition as an international will of an instrument of last will made in a non-contracting State. For this purpose, it will be necessary that two conditions be complied with: the will must be made according to the formalities laid down in the Annex and the person who fulfils the functions of the "authorised person" should be qualified by the local law to receive wills made in the forms laid down by such law.

Article IV ensures the international recognition of the certificate laid down in Article 7 of the Uniform Law.

Article V incorporates a rule of the conflict of laws: this refers the ascertainment of the conditions - otherwise known as the necessary capacity - required to be a witness to an international will to the law of the place where the will is received.

Afin d'éliminer certaines discriminations existantes qui sont difficilement justifiables, spécialement en ce qui concerne le testament international, l'alinéa 2 précise que la seule qualité d'étranger ne constitue pas un obstacle pour être témoin. Cette disposition assurera en particulier au testateur se trouvant en pays étranger la certitude de pouvoir choisir des compatriotes comme témoins.

L'article VI précise, pour écarter des formalités éventuellement requises par une loi nationale, que les signatures sur le testament sont exemptes de toute légalisation. Il est entendu que ce principe vaut aussi pour le testament même, quelle que soit la nature — privée ou publique — que l'on attribue à ce document. Il est néanmoins permis de mettre en doute l'authenticité des signatures, laquelle, dans ce cas, sera vérifiée par tous moyens dont peut se servir l'autorité saisie.

Les Parties Contractantes ne sont pas autorisées à formuler des réserves à la Convention ou à son Annexe (article VII).

Les articles VIII à XIII contiennent les clauses habituelles dans les Conventions pour l'unification de règles de droit, concernant la signature, la ratification, l'entrée en vigueur, l'adhésion, l'extension du champ d'application, la dénonciation et les notifications nécessaires.

Au projet de Convention est joint, pour mémoire, une reproduction — amendée légèrement pour les besoins de la présente Convention — de l'article XI de la Convention de New-York du 10 juin 1958 sur la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, qui précise les obligations des Etats fédératifs ou non unitaires éventuellement Parties à la Convention.

In order to remove some unfair distinctions that exist but are not easy to justify, especially with regard to the international will, paragraph 2 makes it clear that the mere fact that a person is a foreigner will not stand in the way of his being a witness. This provision ensures in particular that a testator in a foreign country may rest assured that he is able to choose fellow-countrymen as witnesses.

Article VI, to avoid formalities that might be required by national law, makes it clear that signatures on the will shall be exempt from any legalisation. It is implied that this principle is even valid as regards the will itself, whatever be the nature, public or private, that is attributed to this document. Nevertheless it will be permissible to cast doubt on the authenticity of signatures which, in that case, will be verified by all the means available to the authority seized.

The contracting Parties are not permitted to make reservations to the Convention or to its annex (Article VII).

Articles VIII to XIII contain clauses usual in Conventions for the unification of legal rules and which relate to signature, ratification, entry into force, accession, extension of field of application, denunciation and any necessary notifications.

To the Draft Convention is added, pro memoria, a reproduction – slightly amended to meet the requirements of the present Convention – of Article XI of the New York Convention of June 10th, 1958 on the recognition and execution of foreign arbitral awards. This details the obligations of federal or non-unitary States that may become Parties to the Convention.